



## Séance ordinaire du lundi 30 septembre 2019

L'an deux mille-dix-neuf et le trente septembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique

Nombre de membres en exercice : 92

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Annie YAGUE.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Carole DONADA, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Sonia KERANGUEVEN, Alex LARUE, Mustapha MAJDOUL, Cyril MEUNIER, Arnaud MOYNIER, Eric PASTOR, Thierry QUILES, Brigitte ROUSSEL-GALIANA.

### Absents / Excusés :

Djamel BOUMAAZ, Perla DANAN, Audrey LLEDO, Jérémie MALEK, Eric PETIT, Jean-Luc SAVY, Joël VERA, Rabii YOUSSEUS

## **Transition climatique et environnementale, développement durable, biodiversité, culture scientifique et technique - Convention entre la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'organisation d'une animation dans le cadre de la Journée Nationale Qualité de l'Air 2019 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, rapporte :

Lors de sa création au 1<sup>er</sup> janvier 2015, Montpellier Méditerranée Métropole a défini sept piliers stratégiques afin d'orienter son développement et renforcer l'attractivité de son territoire en valorisant ses principaux atouts. Parmi ces piliers essentiels et structurants, figure la santé.

La pollution atmosphérique, responsable annuellement de 48 000 décès prématurés, est devenue la 3<sup>ème</sup> cause de mortalité en France (après le tabac et l'alcool). Les conséquences de cette pollution sont estimées à environ 100 milliards d'euros par an en France, du fait des dommages sanitaires qu'elle génère et de ses conséquences sur les bâtiments, les écosystèmes et l'agriculture. Malgré une tendance à l'amélioration générale de la qualité de l'air au cours des 20 dernières années, les mesures, en particulier dans les aires urbaines des grandes métropoles, affichent des valeurs dépassant régulièrement les seuils réglementaires européens. La France, parmi huit autres pays européens, est ainsi ciblée par la Commission Européenne dans le cadre de deux procédures précontentieuses, portant sur des dépassements de valeurs limites en particules (PM<sub>10</sub>) et en dioxyde d'azote (NO<sub>2</sub>).

L'aire urbaine de Montpellier qui couvre 115 communes, et regroupe 589 610 habitants (INSEE 2014), soit plus de la moitié de la population du Département de l'Hérault, est l'une des zones françaises concernées par des dépassements en dioxyde d'azote.

Dans ce contexte, la Journée Nationale de la Qualité de l'Air, créée en 2015 est un événement dont l'objectif consiste à sensibiliser les citoyens à l'importance de respirer un air de bonne qualité. Comme chaque année cette journée va mobiliser dans toute la France, collectivités, entreprises, associations, écoles et citoyens, tous invités à organiser et à participer à des événements destinés à montrer les bonnes pratiques pour lutter contre la pollution de l'air.

Montpellier Méditerranée Métropole, compétente en matière de lutte contre la dégradation de la qualité de l'air, consciente de ces effets sur la santé et soucieuse d'améliorer le cadre de vie des citoyens, s'est engagée depuis plusieurs années dans la mise en œuvre du Plan de Protection de l'Air (PPA) adopté en octobre 2014 par le Préfet de l'Hérault. En mai 2018, la Métropole a d'ailleurs complété les orientations du PPA en approuvant, sa « *Feuille de Route pour la Qualité de l'Air* » ; soit 18 actions supplémentaires à mettre en œuvre à l'horizon 2022. Par ailleurs, elle s'est également engagée à mettre en œuvre, d'ici fin 2020 une première « *Zone à faibles émissions* ».

Dans ce contexte, Montpellier Méditerranée Métropole souhaite participer à cette Journée Nationale de la qualité de l'Air 2019, avec pour ambition d'aller plus vite et plus loin dans l'amélioration de la qualité de l'air.

Ainsi, en sus du programme prévu dans le cadre de la Semaine de la Mobilité Durable où la Métropole, accompagnée par TaM et la Fédération des Usagers de la Bicyclette proposera un programme valorisant les mobilités actives et les offres de transports collectifs, Montpellier Méditerranée Métropole participera à cette 5<sup>ème</sup> Journée Nationale de la Qualité de l'Air par un stand de sensibilisation du grand public à la qualité de l'air. Celui-ci sera mis en œuvre et animé en partenariat avec ATMO Occitanie et le CPIE APIEU Territoires de Montpellier, le samedi 21 septembre place Georges Frêche à Montpellier.

Cet événement propose au « grand public » :

- une présentation du dispositif régional de surveillance de la qualité de l'air,
- des activités ludoéducatives pour les enfants et les parents pour informer sur les problèmes de santé liés à pollution de l'air et sur les solutions d'amélioration de la qualité de l'air,
- un jeu de rôle sur le thème de la pollution urbaine d'origine automobile,
- l'illustration des bonnes pratiques existantes pour améliorer notre qualité de l'air au quotidien, notamment les Carapattes et Caracycles de Montpellier.

Répondant à l'appel à projets « Air » lancé par la DREAL Occitanie auprès des collectivités, Montpellier Méditerranée Métropole bénéficiera pour se faire d'une subvention de 380 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention relatif à la mise en œuvre de cet événement dans le cadre de cette Journée Nationale de la Qualité de l'Air ;
- autoriser la perception de la subvention de la DREAL ;
- dire que les crédits sont inscrits au chapitre 935 du budget général de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 84 voix


Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 04/10/19

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 octobre 2019

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20190930-101535-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 04/10/19

**Liste des annexes transmises en préfecture:**

- Convention\_JNQA\_2019\_17.docx1568194131378.docx

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.